

N° 5372

CHAMBRE DES DEPUTES

1^{ère} Session extraordinaire 2004

PROJET DE LOI

portant modification de la loi du 20 décembre 2002 autorisant la participation de l'Etat à la construction par la Commune de Mamer d'un Centre Intégré pour Personnes Agées à Mamer

* * *

(Dépôt: le 26.7.2004)

SOMMAIRE:

	<i>page</i>
1) Arrêté Grand-Ducal de dépôt (4.6.2004)	1
2) Texte du projet de loi	2
3) Exposé des motifs.....	2
4) Texte de la loi du 20 décembre 2002 autorisant la participation de l'Etat à la construction par la Commune de Mamer d'un Centre intégré pour personnes âgées à Mamer.....	4
5) Partie graphique.....	4
6) Convention.....	12
7) Fiche financière	16

*

ARRETE GRAND-DUCAL DE DEPOT

Nous HENRI, Grand-Duc de Luxembourg, Duc de Nassau,

Sur le rapport de Notre Ministre de la Famille, de la Solidarité sociale et de la Jeunesse et après délibération du Gouvernement en Conseil;

Arrêtons:

Article unique.— Notre Ministre de la Famille, de la Solidarité sociale et de la Jeunesse est autorisée à déposer, en Notre nom, à la Chambre des Députés, le projet de loi portant modification de la loi du 20 décembre 2002 autorisant la participation de l'Etat à la construction par la Commune de Mamer d'un Centre Intégré pour Personnes Agées à Mamer.

Palais de Luxembourg, le 4 juin 2004

*La Ministre de la Famille,
de la Solidarité sociale et de la Jeunesse,*

Marie-Josée JACOBS

HENRI

*

TEXTE DU PROJET DE LOI

Article unique.– La loi du 20 décembre 2002 autorisant la participation de l’Etat à la construction par la Commune de Mamer d’un Centre Intégré pour Personnes Agées à Mamer est modifiée en son article 2, alinéa 1, phrases 1 et 2, comme suit:

„**Art. 2.**– Les dépenses engagées au titre du projet visé à l’article 1er ne peuvent pas dépasser le montant de 23.619.739,05.– euros. Ce montant correspond à la valeur 588,92 de l’indice semestriel des prix de la construction au 1er avril 2004.“

*

SOMMAIRE:

1. Exposé des motifs
 1. Description du projet
 - 1.1 Modifications
 - a) Modifications portant sur la capacité d’accueil
 - b) Modifications portant sur la fonctionnalité
 2. Financement
2. Partie graphique

Plans joints (échelle 1/1000), stade APD

 - Aile A – rez-de-chaussée
 - Aile B – rez-de-chaussée
 - Aile C – rez-de-chaussée
 - Aile E – 1er & 3ème étages
 - Aile E – 2ème étage
 - Jonction Ailes A-D/1er, 2ème et 3ème étages
 - Jonction Ailes B-C/1er, 2ème et 3ème étages

*

EXPOSE DES MOTIFS

1) DESCRIPTION DU PROJET

En 1996, la Commune de Mamer avait décidé, de commun accord avec le Ministère de la Famille, de la Solidarité sociale et de la Jeunesse, de construire un centre intégré pour personnes âgées d’une capacité de 120 lits avec foyer de jour et centre psycho-gériatrique à Mamer.

Suite à une décision de la Commune de ne pas exploiter elle-même le nouveau centre intégré pour personnes âgées, mais d’en confier la gestion à un organisme spécialisé sur base d’un cahier des charges tout en assurant un droit de regard de la part de la Commune, la Commune lança en 2002 une soumission publique en vue de désigner le futur gestionnaire. Suite à l’analyse des offres, le choix portait sur la Congrégation des Franciscaines de la Miséricorde de Luxembourg.

Suite à une analyse des plans du centre intégré pour personnes âgées, le gestionnaire a opté pour un certain nombre de modifications portant sur la capacité d’accueil et sur la fonctionnalité du bâtiment.

Les demandes de modifications émanant du gestionnaire et portant sur une augmentation de la capacité d’accueil de 18 unités sont argumentées sur le fait que la planification du centre intégré pour personnes âgées était basée sur une population valide alors que le gestionnaire est actuellement confronté, suite à l’introduction de l’assurance-dépendance, à une population de plus en plus dépendante. Ainsi, la planification des locaux ne correspondait plus aux exigences de la population cible.

Les demandes de modifications émanant du gestionnaire et portant sur une optimisation de la fonctionnalité sont basées sur le concept de prise en charge appliqué par le gestionnaire.

1. Modifications

a) Modifications portant sur la capacité d'accueil

En vue d'une augmentation de la capacité d'accueil de 18 personnes, les modifications suivantes s'imposent:

- adaptation de locaux aux 1er et 3ème étages de l'aile E en vue de la création de 6 chambres supplémentaires; afin d'augmenter la capacité d'accueil du centre intégré pour personnes âgées de 6 pensionnaires supplémentaires, des locaux initialement prévus comme dépôt, salle de médecin, etc. sont transformés en chambres individuelles;
- suppression de six séjours (2 par étage, réduisant ainsi leur nombre à deux par étage au lieu de quatre) en vue de la création de 6 appartements supplémentaires avec une capacité d'accueil de 2 pensionnaires chacun; cette modification permet une augmentation de la capacité d'accueil du centre intégré pour personnes âgées de 12 pensionnaires supplémentaires en optimisant des locaux non nécessaires.

b) Modifications portant sur la fonctionnalité

En vue d'une optimisation de la fonctionnalité, les modifications suivantes s'imposent:

- adaptation de la cuisine centrale afin d'en augmenter la fonctionnalité compte tenu des expériences du gestionnaire
- augmentation des volumes libres pour le centre psycho-gériatrique et le foyer de jour compte tenu des aménagements spécifiques (p. ex.: équipement sur le principe de maisons de soins)
- commande infrarouge de l'éclairage des chambres
- commande infrarouge de l'éclairage pour les couloirs
- système téléalarme et câblage des antennes, unités vocales dans chaque chambre, interface avec système de détection incendie, parlophones extérieurs
- sonorisation du hall d'entrée et du local de relaxation
- interface parlophonie avec téléphonie mobile
- ajout de caméras pour la vidéo-surveillance au parking et à l'entrée principale
- installation de sonnettes aux portes des chambres
- simplification du système de surveillance des portes extérieures et des escaliers
- simplification du système d'accès au parking
- adaptation des armoires passe-médicaments des chambres.

2) Financement

Le financement du projet est assuré par la commune de Mamer à laquelle l'Etat accorde, conformément à l'article 13 de la loi du 8 septembre 1998 réglant les relations entre l'Etat et les organismes gestionnaires oeuvrant dans les domaines social, familial et thérapeutique, une participation financière à raison de 80% pour la construction du centre intégré pour personnes âgées à Mamer.

Etant donné que l'engagement de l'Etat dans ce projet dépasse le montant de 7,5 millions d'euros et en vertu de l'article 80 de la loi du 8 juin 1999 sur le budget, la comptabilité et la trésorerie de l'Etat portant exécution de l'article 99 de la Constitution, une loi spéciale autorisant la participation de l'Etat à la construction par la Commune de Mamer d'un centre intégré pour personnes âgées d'une capacité de 120 lits à Mamer fut votée en date du 20 décembre 2002.

Par avenant du 16 février 2004, approuvé par le Conseil de Gouvernement dans sa séance du 23 janvier 2004, portant modification de la convention modifiée du 29 septembre 1997 entre l'Etat et la Commune de Mamer, la participation financière de l'Etat au projet de construction du centre intégré pour personnes âgées à Mamer, premier équipement compris, est adaptée pour tenir compte des transformations en vue d'une augmentation de la capacité d'accueil de 18 pensionnaires dans 12 chambres et d'une optimisation de la fonctionnalité.

Ainsi, la participation financière de l'Etat au coût des travaux, premier équipement compris, du centre intégré pour personnes âgées à Mamer destiné à accueillir 138 pensionnaires dans 132 chambres

(126 simples et 6 doubles) au lieu des 120 initialement prévus, est fixée à 23.619.739,05.– €. Ce montant s'entend TVA et honoraires compris.

*

TEXTE DE LA LOI DU 20 DECEMBRE 2002
autorisant la participation de l'Etat à la construction
par la Commune de Mamer d'un Centre intégré pour
personnes âgées à Mamer

Nous HENRI, Grand-Duc de Luxembourg, Duc de Nassau,

Notre Conseil d'Etat entendu;

De l'assentiment de la Chambre des Députés;

Vu la décision de la Chambre des Députés du 18 décembre 2002 et celle du Conseil d'Etat du 20 décembre 2002 portant qu'il n'y a pas lieu à second vote;

Avons ordonné et ordonnons:

Art. 1er.– Le Gouvernement est autorisé à participer, selon les modalités fixées par convention entre parties, au financement de la construction par la Commune de Mamer d'un centre intégré pour personnes âgées à Mamer. Le taux de la participation de l'Etat ne peut pas dépasser quatre-vingts pour cent du coût total.

Art. 2.– Les dépenses engagées au titre du projet visé à l'article 1er ne peuvent pas dépasser le montant de 20.541.449.– euros. Ce montant correspond à la valeur 563,36 de l'indice semestriel des prix de la construction au 1er avril 2002. Déduction faite des dépenses déjà engagées par le pouvoir adjudicateur, ce montant est adapté semestriellement en fonction de la variation de l'indice des prix de la construction précité.

Au cas où l'avancement des travaux oblige la Commune de Mamer à assurer en tout ou en partie le préfinancement de la participation de l'Etat accordée, mais pas encore versée, ce dernier supporte les intérêts y relatifs.

Art. 3.– La dépense est imputable sur le Fonds spécial pour le financement des infrastructures sociofamiliales.

Mandons et ordonnons que la présente loi soit insérée au Mémorial pour être exécutée par tous ceux que la chose concerne.

Luxembourg, le 20 décembre 2002.

*La Ministre de la Famille,
de la Solidarité sociale et de la Jeunesse,*

Marie-Josée JACOBS

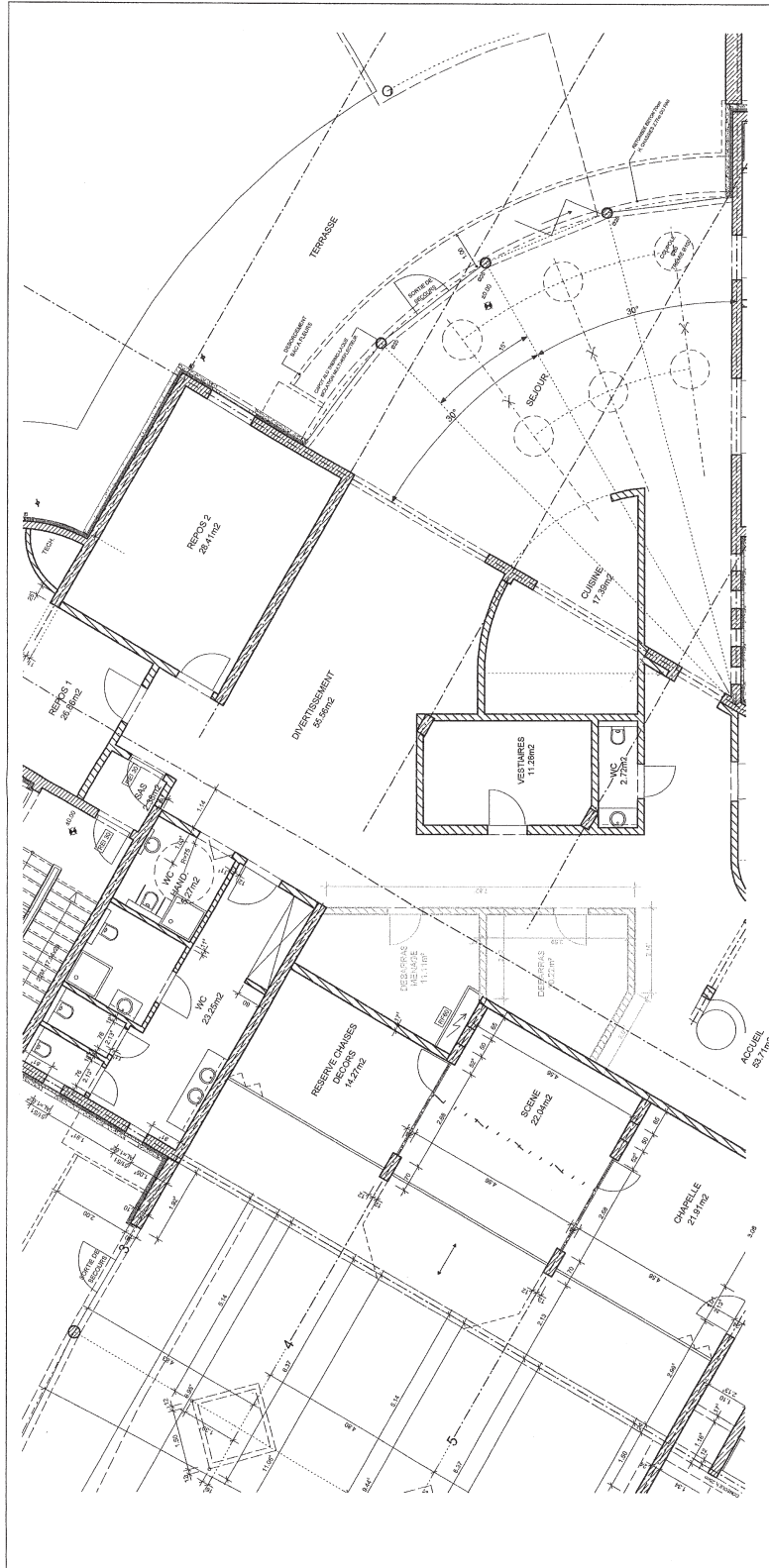
HENRI

Le Ministre du Trésor et du Budget,

Luc FRIEDEN

*

PARTIE GRAPHIQUE



CIPA A MAMER

AILE B - REZ-DE-CHAUSSEE

ECH. 1/100 - 22-01-2003 A
A. 25-02-2003

COEBA S.A.

LEGENDE:

-  A CONSTRUIRE
-  A SUPPRIMER

LEGENDE:



A CONSTRUIRE

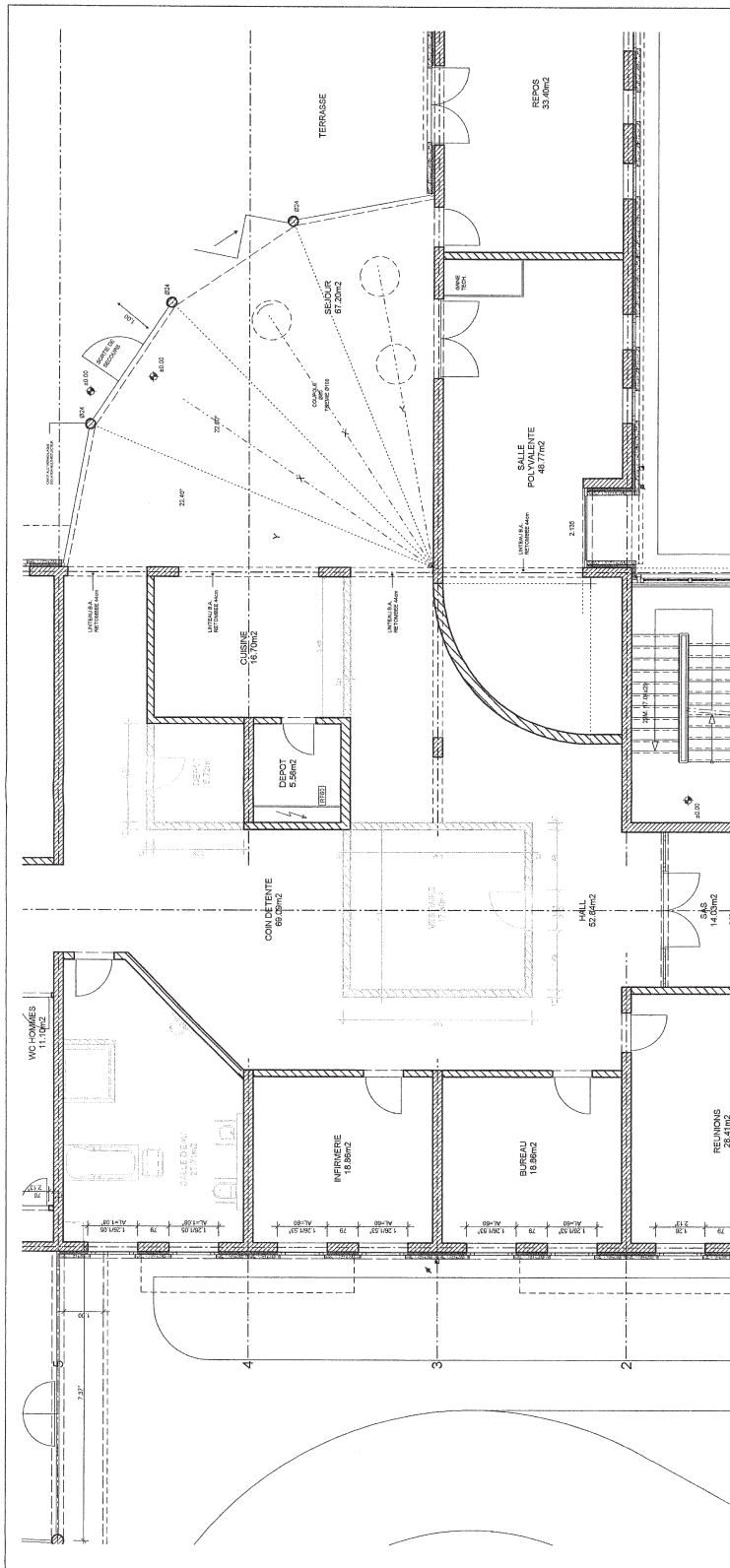
CUNY
College
University
D.C.
District
of
Columbia

CIPA A MAMER

AILE C - REZ-DE-CHAUSSEE

ECH. 1/100 - 22-01-2003 A
A: 25-02-2003

COEBA S.A.



CIPA A MAMER

AILE E - 1 & 3 ETAGES

ECH. 1/100 - 22-01-2003 A
A: 25-02-2003

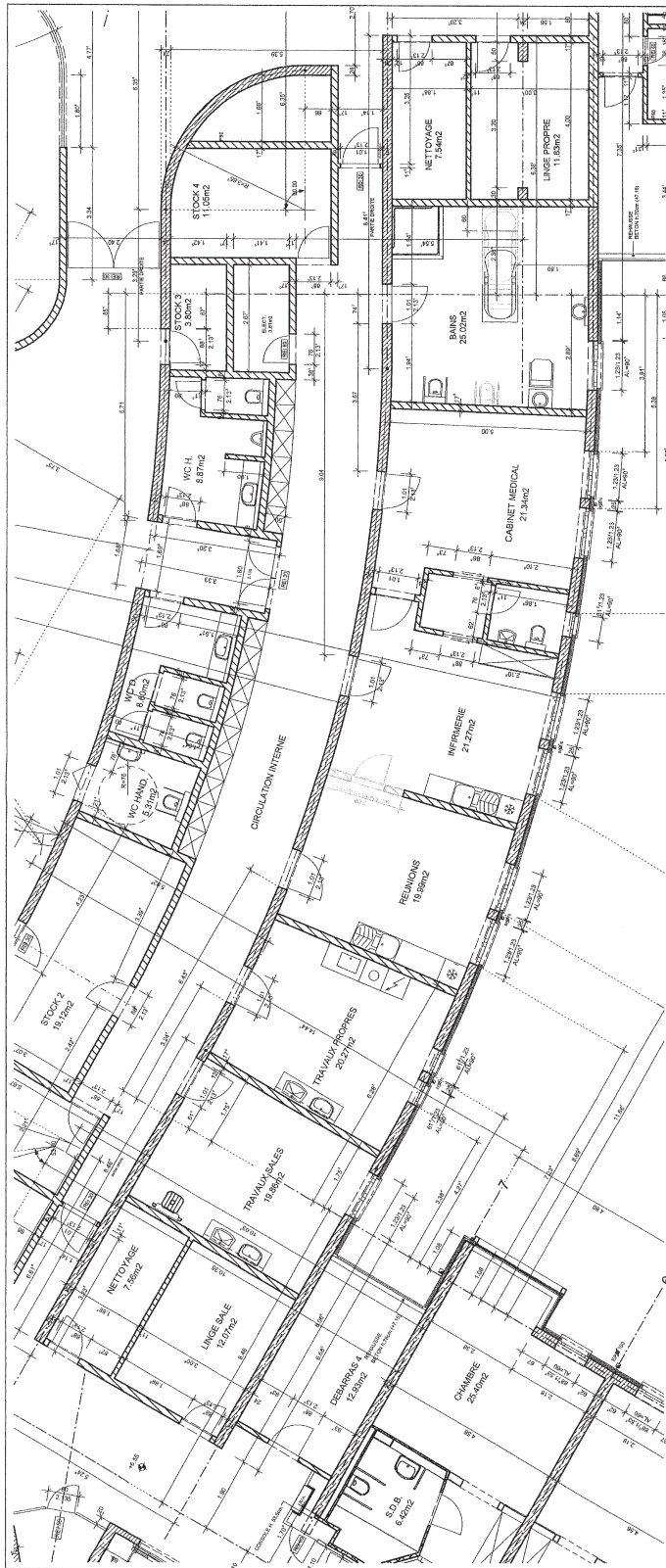
A: 25-02-2003

COEBA S.A.

LEGENDE:

A CONSTRUIRE





LEGENDE:

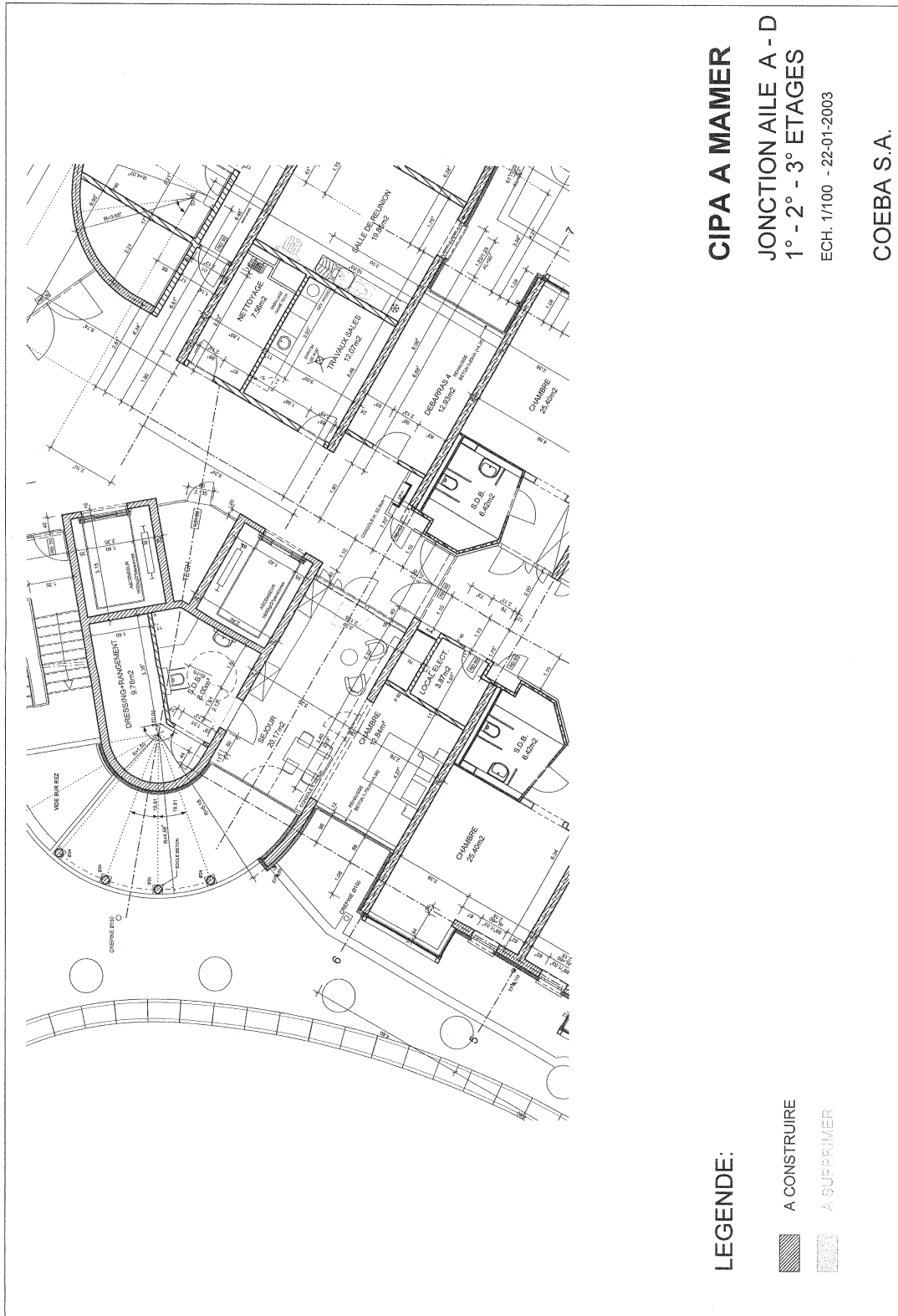
- A CONSTRUIRE
- A SUPPRIMER

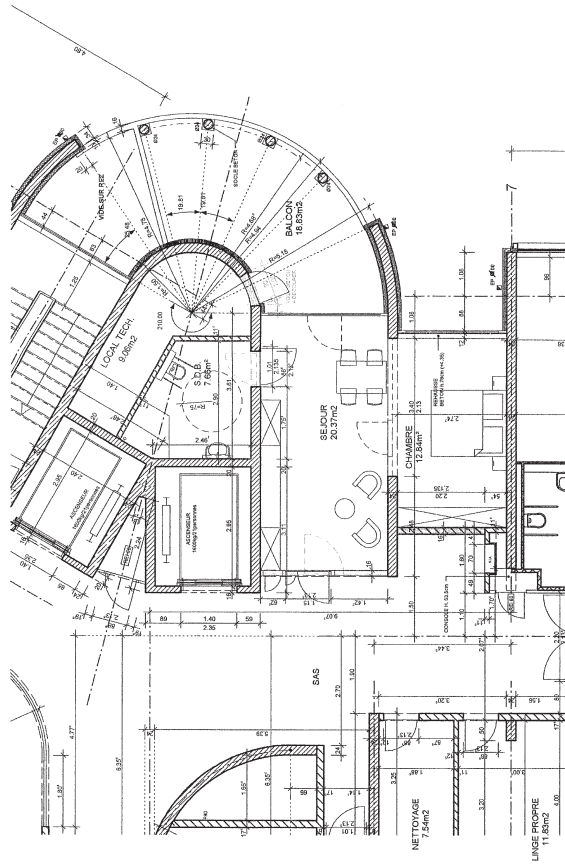
CIPA A MAMER

AILE E - 2° ETAGE

ECH. 1/100 - 22-01-2003 A
A. 25-02-2003

COEBA S.A.





LEGENDE:

- A CONSTRUIRE
- A SUPPLÉMENTER

CIPA A MAMER

JONCTION AILE B - C
1° - 2° - 3° ETAGES

ECH. 1/100 - 22-01-2003 ^A
 A 25-02-2003

COEBA S.A.

CONVENTION

(29.9.1997)

Entre

d'une part, l'Etat luxembourgeois, ci-après dénommé „l'Etat“, représenté par la Ministre de la Famille, Madame Marie-Josée JACOBS et par le Ministre du Budget Monsieur Marc FISCHBACH,

et

d'autre part, la commune de Mamer, ci-après dénommée „la commune“, représentée par Monsieur Henri Hosch, bourgmestre, Madame Edmée Besch-Glangé et Monsieur Fernand Kirch, échevins,

il a été convenu ce qui suit:

1. La commune procède à la construction d'un centre intégré pour personnes âgées à Mamer destiné à accueillir des personnes âgées valides ou nécessitant des soins légers ou moyens. Tout pensionnaire devenant cas de soins graves peut, s'il le désire, continuer à être assisté et soigné au centre, à moins que sur base d'un certificat médical, un transfert dans une institution spécialisée ne s'impose.

Le centre est construit sur le territoire de la Commune de Mamer, section A de Mamer sur les terrains de la commune, inscrits au cadastre sous le numéro 417/5925 au lieu-dit „im Brill“ et partie du numéro 417/5925 au lieu-dit „rue Wieseck“.

2. Le centre est destiné à accueillir 120 pensionnaires dans des chambres d'au moins 30 m² comprenant salle d'eau, sas d'entrée et kitchenette. La construction se fera d'après les conceptions modernes d'un centre intégré pour personnes âgées.
3. Le coût total maximum des travaux susceptible de bénéficier d'une subvention de l'Etat est fixé à 6.000.000.– de francs par lit, correspondant à la valeur 391,60 de l'indice annuel des prix à la construction, soit à la somme de (6.000.000.– x 120) 720.000.000.– francs. Ce montant s'entend TVA comprise et après un éventuel remboursement de TVA prévu au règlement grand-ducal du 21 décembre 1991. Il sera adapté en fonction des hausses légales qui pourront intervenir jusqu'à l'achèvement des travaux.
4. L'Etat participe au financement des travaux (équipement et mobilier compris) à raison de 80% des dépenses effectives, sous réserve du montant-plafond par lit dont question à l'article 3 ci-dessus, et du vote par la Chambre des Députés des crédits budgétaires afférents et de la loi spéciale prévue à l'article 99 de la constitution et de la loi modifiée du 31 août 1989 portant exécution dudit article de la constitution disposant que doit être autorisé par la loi tout autre engagement financier dont le montant dépasse la somme de 124 millions de francs.

L'indice retenu pour le calcul du montant-plafond par lit correspond à la moyenne arithmétique des indices semestriels échus pendant la phase de construction du centre. Le début de la phase de construction est marqué par le premier jour de l'installation du chantier par l'entreprise de construction.

L'Etat verse sa part par tranches endéans un délai maximum de 10 ans, en un ou plusieurs versements annuels d'après l'avancement du chantier.

Au cas où l'avancement des travaux obligerait la commune à préfinancer la partie des subventions accordée par l'Etat, mais non encore versée, l'Etat s'engage à supporter la charge d'intérêts relative à cette partie.

5. Les subventions accordées par l'Etat sont placées sur un compte bloqué, ouvert par la commune auprès de la Banque et Caisse d'Epargne de l'Etat et ne peuvent être liquidées que sur présentation de factures pour prestations au profit des travaux en question. Le compte bloqué ne peut être débité qu'avec la signature conjointe des 2 contractants.

Lors de la liquidation par l'intermédiaire du compte bloqué de la part de l'Etat il sera imputé à la facture au titre de la TVA un taux moyen pondéré fixé à 5%. Au moment de l'établissement du décompte prévu à l'article 6.e), il sera tenu compte de la différence entre le taux ci-dessus et le taux de la TVA effectivement payé compte tenu du remboursement conformément au règlement grand-ducal du 21.12.1991.

En cas de non-utilisation pendant un délai de trois ans à partir de la date de la signature de la présente convention, les montants versés sur le compte bloqué intérêts compris sont reversés dans la

caisse de l'Etat par la Banque et Caisse d'Epargne de l'Etat sur demande du Ministre de la Famille par lettre recommandée à la Banque et Caisse d'Epargne de l'Etat. Le présent article fait partie des conditions d'ouverture dudit compte bloqué auprès de la Banque et Caisse d'Epargne de l'Etat.

Les intérêts-créditeurs produits par le compte bloqué restent acquis à la commune pour autant qu'ils sont utilisés au financement des travaux de construction, d'aménagement et d'équipement (mobiliier compris) du Centre intégré. Toutefois les intérêts-créditeurs sont à imputer prioritairement sur d'éventuels intérêts-débiteurs à payer par la commune en cas de préfinancement par elle d'une partie du subside à verser par l'Etat. Au cas où ces intérêts-créditeurs ne seraient utilisés ni à l'une, ni à l'autre des éventualités ci-avant citées, ils sont à verser dans la Caisse Générale de l'Etat.

6. Le concours financier de l'Etat est subordonné aux conditions suivantes:

a) Avant le début des travaux, la commune soumet les plans définitifs du projet de construction pour approbation à l'Etat (Ministère de la Famille). Un devis estimatif doit être joint au dossier.

Toute modification ultérieure de ces plans ainsi que toute exécution différente faite sans l'accord préalable du ministère peut entraîner une modification ou une réduction de la part de l'Etat.

b) Les agents du Ministère de la Famille ont à tout moment accès au chantier de la construction pour vérifier les différentes phases des travaux.

c) Au cours des travaux des réunions de concertation régulières ont lieu entre les parties du projet aux fins d'évaluation, de coordination et de contrôle des travaux réalisés et à réaliser encore.

d) La commune remet à l'Etat à la fin de chaque année civile, un relevé des dépenses engagées et des dépenses liquidées concernant les travaux.

e) Après achèvement des travaux de construction la commune soumet à l'Etat un décompte des frais de construction et d'équipement, accompagné d'un procès-verbal de réception définitive des travaux dressé par l'architecte commis; le décompte vérifié par le Ministère de la Famille sert de base à la liquidation du solde de la participation financière de l'Etat.

7. Si, pour une raison financière ou autre, la commune décidait, endéans les 20 ans à partir du jour de la réception définitive des travaux, d'affecter le centre à d'autres fins que celles d'un centre intégré pour personnes âgées, telles que définies aux articles 1 et 2, elle s'engage à rembourser à l'Etat les subventions déjà touchées et destinées au financement de la construction dudit centre et ce avec les intérêts au taux légal en vigueur à partir du jour de versement jusqu'au remboursement.

La commune s'oblige à transférer cette obligation à tout acquéreur ou locataire auquel elle déciderait de céder – sous réserve de l'accord de l'Etat – les bâtiments et/ou l'exploitation, en inscrivant cette obligation dans le contrat afférent.

8. Comme garantie de l'engagement ci-avant, la commune accepte que l'immeuble visé à l'article 1 et ayant fait l'objet d'une participation financière est grevé d'une hypothèque légale dont l'inscription est requise par la ministre de la Famille pour une durée de dix ans, dans la forme et de la manière prescrite par les dispositions légales en vigueur.

9. Le centre intégré sera représenté au sein du „Cerpa“ centre régional pour personnes âgées, le plus proche.

10. La présente convention a été approuvée par le Conseil de Gouvernement en date du 1er août 1997.

FAIT en autant d'exemplaires que de parties à Luxembourg, le 29 septembre 1997.

L'Etat,
(signatures)

La Commune,
(signatures)

AVENANT A LA CONVENTION

(5.8.1999)

du 29 septembre 1997 au sujet de la construction d'un centre intégré pour personnes âgées à Mamer

conclue entre

l'Etat du Grand-Duché de Luxembourg, représenté par Madame Marie-Josée JACOBS, Ministre de la Famille et Monsieur Marc FISCHBACH, Ministre du Budget,

et

la commune de Mamer, représentée par Monsieur Henri HOSCH, bourgmestre, Mme Edmée BESCH-GLANGE et Monsieur Fernand KIRCH, échevins.

Les parties ci-avant décrites,

Considérant la loi du 8 septembre 1998 réglant les relations entre l'Etat et les organismes oeuvrant dans les domaines social, familial et thérapeutique et l'article 50 de la loi du 21 décembre 1998 concernant le budget des recettes et des dépenses de l'Etat pour l'exercice 1999 instituant un fonds spécial pour le financement des infrastructures sociofamiliales des services gérés par les organismes dûment agréés par la Ministre de la Famille ou de la Promotion Féminine se substituant au système des comptes dits bloqués;

Considérant l'obligation qui en découle pour la commune de préfinancer désormais l'aide financière accordée par l'Etat;

conviennent de modifier la convention du 29 septembre 1997 de la façon suivante:

- la dernière phrase de l'article 3 est abrogée;
- les alinéas 3 et 4 de l'article 4 sont abrogés;
- l'article 5 est abrogé et remplacé par le nouvel article 5 ci-après:

„Art. 5.– La commune s'engage à préfinancer, par une éventuelle ligne de crédit ou par un prêt, l'aide financière accordée par l'Etat.

L'Etat s'engage à supporter la charge d'intérêts relative à cette ligne de crédit ou au prêt pour le financement de cette partie des dépenses.

L'engagement de l'Etat sur la prise en charge des intérêts est soumis à l'acceptation expresse par l'Etat des conditions d'ouverture de la ligne de crédit ou du prêt de l'institut financier agréé au Grand-Duché de Luxembourg, notamment du taux d'intérêt fixé par l'institut financier.

Les intérêts-créditeurs produits jusqu'au 31 décembre 1998 par le compte dit bloqué, ouvert par la commune et alimenté par les subventions accordées par l'Etat, et versés lors de la liquidation du compte dit bloqué dans le fonds spécial pour le financement des infrastructures sociofamiliales seront imputés sur le financement des travaux de construction du centre intégré pour personnes âgées.

L'aide financière accordée par l'Etat est versée sur présentation des factures acquittées.

Lors du versement de l'aide financière de l'Etat, il sera imputé sur chaque facture au titre de la T.V.A. un taux moyen pondéré forfaitaire fixé à 5%.“

- l'article 9 est abrogé.

Le présent avenant à la convention a été approuvé par le Conseil de Gouvernement en date du 21 avril 1999.

FAIT en autant d'exemplaires que de parties à Luxembourg, le 5 août 1999.

Pour l'Etat,
La Ministre de la Famille,
Marie-Josée JACOBS

Le Ministre du Budget,
Luc FRIEDEN

Pour la Commune,

(signatures)

AVENANT A LA CONVENTION

(16.2.2004)

du 29 septembre 1997, modifiée par avenant du 5 août 1999, relative à la construction d'un centre intégré pour personnes âgées à Mamer.

Les parties:

l'Etat luxembourgeois, ci-après dénommé „l'Etat“, représenté par Madame Marie-Josée JACOBS, Ministre de la Famille, de la Solidarité sociale et de la Jeunesse, et Monsieur Luc FRIEDEN, Ministre du Trésor et du Budget, d'une part,

et

la commune de Mamer, ci-après dénommée „la commune“, représentée par Messieurs Gilles ROTH, bourgmestre, Roger NEGRI et Marcel SCHMIT, échevins, d'autre part,

conviennent de modifier la convention du 29 septembre 1997 de la façon suivante:

L'article 2 est modifié comme suit:

Le centre est destiné à accueillir ~~120~~ **138** pensionnaires dans ~~des chambres~~ **126 chambres simples et 6 chambres doubles** d'au moins 30 m² comprenant salle d'eau, sas d'entrée et kitchenette. La construction se fera d'après les conceptions modernes d'un centre intégré pour personnes âgées.

L'article 3 est modifié comme suit:

Le coût total maximum des travaux susceptibles de bénéficier d'une subvention de l'Etat est fixé à ~~6.000.000.— de francs~~ **209.736,95.— euros** par lit, correspondant à la valeur ~~391,60~~ **552,23** de l'indice moyen annuel des prix à la construction, soit à la somme de ~~(6.000.000.— x 120) 720.000.000.— francs~~ **(209.736,95.— euros x 132) 27.685.277,40.— euros**. Ce montant s'entend TVA comprise et après un éventuel remboursement de TVA prévu au règlement grand-ducal du 21 décembre 1991.

L'article 4 est complété comme suit:

Le présent avenant ne pourra prendre effet qu'après le vote par la Chambre des Députés d'un amendement de la loi du 20 décembre 2002 autorisant la participation de l'Etat à la construction par la commune de Mamer d'un centre intégré pour personnes âgées à Mamer.

La présente convention a été approuvée par le Conseil de Gouvernement en date du 23 janvier 2004.

FAIT en autant d'exemplaires que de parties à Luxembourg, le 16 février 2004.

Pour l'Etat,

*La Ministre de la Famille,
de la Solidarité sociale et de la Jeunesse,
Marie-Josée JACOBS*

*Le Ministre du Trésor et du Budget,
Luc FRIEDEN*

Pour la commune,

*Le bourgmestre,
Gilles ROTH*

*Les échevins,
Roger NEGRI
Marcel SCHMIT*

FICHE FINANCIERE

<i>Rubriques</i>	<i>Montants</i>	<i>Articles budgétaires</i>
Coût de la construction	29.524.673,82.– €	
Participation de l'Etat	23.619.739,05.– € ¹	42.0.93.000
Frais de personnel ²	/	/
Frais de fonctionnement ²	/	/
Impact financier	23.619.739,05.– €¹	

1 Ce montant correspond à la valeur 588,92 de l'indice semestriel des prix de la construction au 1er avril 2004. Déduction faite des dépenses déjà engagées par le pouvoir adjudicateur, ce montant est adapté semestriellement en fonction de la variation de l'indice des prix de la construction.

Au cas où l'avancement des travaux oblige la Commune de Mamer à assurer en tout ou en partie le préfinancement de la participation de l'Etat accordée, mais non encore versée, ce dernier supporte les intérêts y relatifs.

2 L'Etat ne participe ni aux frais de personnel, ni aux frais de fonctionnement qui sont intégralement à charge du futur gestionnaire.

Le financement du projet initial – construction d'un centre intégré pour personnes âgées d'une capacité de 120 lits – est assuré par la Commune de Mamer à qui l'Etat accorde une participation financière de l'ordre de 80% (besoin urgent tant au plan régional que national – art. 13 de la loi dite ASFT), suivant la loi du 20 décembre 2002 autorisant la participation de l'Etat à la construction par la Commune de Mamer d'un Centre Intégré Pour Personnes Agées à Mamer.

Par avenant du 16 février 2004, approuvé par le Conseil de Gouvernement en date du 23 janvier 2004, à la convention du 29 septembre 1997, approuvée par le Conseil de Gouvernement en date du 1er août 1997 et modifiée par avenant du 5 août 1999, approuvé par le Conseil de Gouvernement dans sa séance du 21 avril 1999, entre l'Etat et la Commune de Mamer, la capacité d'accueil du centre intégré pour personnes âgées fut portée de 120 chambres à 132 chambres.

Dès lors, le coût total maximum des travaux de construction, premier équipement compris, du centre intégré pour personnes âgées d'une capacité de 132 chambres voire 138 lits à Mamer auquel l'Etat est prêt à participer est de 29.524.673,82.– €, soit une augmentation de 2.684.061,24.– €, et la participation financière de l'Etat au coût des travaux, premier équipement compris, est fixée à 23.619.739,05.– €, ce qui correspond à une augmentation de 2.147.248,99.– €. Ces montants s'entendent TVA et honoraires compris.